



DECLARONS LA GUERRE AU CHÔMAGE, PAS AUX CHÔMEURS !

Le 1^{er} octobre, alors que 170 000 personnes défilaient dans la rue, le 1^{er} ministre Michel Barnier confirmait l'abandon définitif de la réforme de l'Assurance chômage projetée par Gabriel Attal.

Ce recul est une victoire mais la bataille n'est pas finie

C'est maintenant que tout se joue ! Le gouvernement va convoquer les organisations syndicales et patronales à négocier une nouvelle convention Assurance chômage à partir de sa lettre de cadrage. Nous refusons toute lettre de cadrage du gouvernement qui supposerait de nouvelles baisses de droits pour les travailleurs privés d'emploi et précaires. Décaler de deux ans ou de supprimer la possibilité pour les travailleurs de plus de 53 ans d'être indemnisés plus longtemps impacterait entre 15 000 et 70 000 allocataires.

Pour les organisation syndicales CGT 66, FSU 66 et Solidaires 66, c'est hors de question !

Nous exigeons de mettre à l'ordre du jour des négociations pour lutter contre la grande pauvreté :



Sortons des millions de personnes de la grande pauvreté, gagnons une revalorisation de 10€ par jour de toutes les allocations chômage, soit 9,4Mds par an de dépenses supplémentaires



Gagnons une véritable allocation minimale à 31,59€ par jour pour plus d'un million d'allocataires. Cette mesure entraînerait une dépense supplémentaire de seulement 3,4 milliards par an.

Des solutions de financement existent :

La réduction hebdomadaire du temps de travail à 32h, c'est 16 milliards de dépenses en moins pour l'Assurance chômage.



L'égalité salariale entre les femmes et les hommes, c'est 5 milliards de cotisations supplémentaires pour l'Assurance chômage.



La suppression des dispositifs d'exonération et d'exemption des cotisations sociales, c'est 5 milliards supplémentaires par an.



RASSEMBLEMENT SAMEDI 16 NOVEMBRE - 11H

Devant le siège du MEDEF (17, Rue Camille Pelletan – Perpignan)